



## Assemblée générale

Distr. générale  
25 juin 2010  
Français  
Original : espagnol

---

### Soixante-quatrième session

Point 23 de l'ordre du jour

### Question des îles Falkland (Malvinas)

#### **Lettre datée du 23 juin 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention la lettre que le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord vous a adressée le 19 mai 2010 (A/64/787) en réponse à une lettre que mon gouvernement vous avait écrite le 15 mars 2010 (A/64/711) à propos de l'évolution récente de la question des îles Malvinas, aux fins de la mission de bons offices que l'Assemblée générale et le Comité spécial vous ont confiée.

En premier lieu, la République argentine aimerait rappeler au Royaume-Uni l'existence entre elle-même et lui-même d'un conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et leurs parages maritimes, dont l'existence et le caractère ont été reconnus par les Nations Unies dans les résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19, 43/25 ainsi que dans les résolutions adoptées année après année par le Comité spécial de la décolonisation qui invitent instamment les deux Gouvernements à reprendre leurs négociations afin de trouver aussi rapidement que possible une solution pacifique à ce conflit.

Le Royaume-Uni prétend justifier sa position en se fondant exclusivement sur le principe de l'autodétermination des peuples. De surcroît, il invoque à cette fin des décisions de la Quatrième Commission qui sont sans rapport avec la question des îles Malvinas et portent sur d'autres situations coloniales.

Comme vous l'avez-vous-même relevé dans un message marquant l'ouverture de la session du Comité spécial le 25 février 2010, la décolonisation doit tenir compte des particularités et de la situation singulière de chaque territoire non autonome. La question des îles Malvinas fait l'objet d'un traitement spécial en raison de ses aspects particuliers, reconnus dans les résolutions mentionnées plus haut. Celles-ci, adoptées ces 45 dernières années par les Nations Unies, demandent le règlement du conflit de souveraineté qui oppose l'Argentine et le Royaume-Uni. Aucune d'entre elles ne pose la question des îles Malvinas dans les termes où le Royaume-Uni prétend le faire maintenant. De surcroît, en 1985, l'Assemblée générale a expressément écarté l'application du principe d'autodétermination quand



elle a rejeté à une forte majorité deux propositions britanniques visant à intégrer ce principe dans le projet de résolution concernant spécifiquement les îles Malvinas.

Le refus persistant du Royaume-Uni d'honorer l'obligation qui est la sienne de renouer les négociations sur la souveraineté sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud n'a aucun fondement en droit international.

Le Gouvernement argentin réaffirme tous les arguments que son représentant permanent vous a exposés dans le document annexé à la note qu'il vous a adressée le 15 mars dernier (A/64/711) au sujet des actes unilatéraux et illégaux que le Royaume-Uni voudrait faire reconnaître comme fait accompli par la communauté internationale et qui concernent la prospection d'hydrocarbures sur le plateau continental argentin. Ces actes violent manifestement les dispositions de la résolution 31/49. Le Gouvernement argentin n'est pas le seul à le dire ni à s'en préoccuper. Les 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes réunis pour le Sommet de l'unité à Cancún (Mexique) en février dernier sont du même avis, qui ont réaffirmé qu'ils soutenaient les droits légitimes de la République argentine dans le conflit de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni.

La République argentine rejette une fois encore catégoriquement la décision du Gouvernement britannique d'autoriser la prospection et l'exploitation d'hydrocarbures dans la zone du plateau continental qu'il occupe illégitimement, décision qui a provoqué les protestations énergiques du Gouvernement argentin le 2 février dernier (A/64/653). Les opérations en question sont manifestement contraires au droit international et aux déclarations successives des Nations Unies, notamment la résolution 31/49 de l'Assemblée générale, qui demande aux deux parties en cause de s'abstenir de toute décision entraînant une modification unilatérale de la situation pendant que les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud poursuivent l'évolution recommandée dans les résolutions des Nations Unies.

Les mesures adoptées par la République argentine en réponse aux agissements du Royaume-Uni que le Gouvernement britannique mentionne dans sa lettre (A/64/787) sont pleinement conformes au droit international, au droit de la mer notamment. Ces mesures, formulées dans le décret 256/2010 et l'arrêté 14/2010, ne restreignent en aucune manière le droit de passage innocent ni la liberté de navigation. Elles sont d'autre part conformes aux autres obligations internationales du pays, notamment celles que lui dictent les traités bilatéraux.

On ne peut que s'étonner que le Royaume-Uni cherche à imputer à l'Argentine la responsabilité de l'isolement international dont souffrent les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud. La République argentine rappelle la teneur de sa lettre datée du 15 mars (A/64/711) consacrée aux tentatives de coopération qui ont eu lieu entre l'Argentine et le Royaume-Uni en matière de souveraineté et déplore que la coopération qui aurait pu s'établir dans plusieurs domaines se heurte au refus du Royaume-Uni de reprendre les négociations pour régler le conflit. Le Royaume-Uni devrait comprendre que les arrangements bilatéraux provisoires conclus fondés sur la formule de la souveraineté auxquels il se réfère dans sa lettre ne sauraient servir – au contraire de ce qu'il voulait donner à croire par son comportement – à consacrer des faits accomplis par des actes unilatéraux illégitimes.

Quant aux déclarations formulées par le Royaume-Uni dans l'avant-dernier paragraphe de sa lettre au sujet des visites des proches des Argentins morts pendant le conflit de l'Atlantique Sud, leur auteur devrait se souvenir que c'est une matière réglée par un accord auquel sont exclusivement parties la République argentine et le Royaume-Uni. D'autre part, le Gouvernement argentin déplore que le Royaume-Uni cherche à fausser le sens d'une démarche humanitaire pour altérer la qualification du conflit de souveraineté que les deux pays ont à résoudre.

Le Gouvernement argentin déclare une fois de plus qu'il soutient le Secrétaire général dans la mission de bons offices qu'il continue d'accomplir, et qu'il reconnaît à sa juste valeur la précieuse contribution du Secrétariat. Il souhaite que le Royaume-Uni, répondant aux appels qui lui sont adressés dans le cadre de cette mission et conscient de la responsabilité qui lui incombe en sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, honore l'obligation de résoudre pacifiquement les différends qu'imposent les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et respecte les résolutions de l'Assemblée générale concernant les îles Malvinas, notamment la résolution 31/49 déjà mentionnée.

Le Gouvernement argentin vous serait obligé de bien vouloir faire distribuer aux membres de l'Organisation le texte de la présente note en tant que document de l'Assemblée générale et de l'examiner, accompagnée de tous les documents présentés et distribués en annexe à sa note du 17 mars dernier, dans le cadre de la mission de bons offices que vous ont confiée l'Assemblée générale et le Comité spécial.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Jorge Argüello